

ÉTUDE POUR L'ÉLABORATION DE LA STRATÉGIE NATIONALE ÉCONOMIE VERTE EN TUNISIE (SNEV)

Introduction :

L'émergence du concept de l'économie verte a été liée à l'insatisfaction par rapport au modèle économique traditionnel qui a généré des dysfonctionnements majeurs (aspects environnemental, social,...) et à l'émergence de crises majeures (économiques, financières, changement climatique,...).

Selon le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), dans le modèle d'économie brune, des volumes importants de capitaux ont été investis dans les activités traditionnelles, telles que la production d'énergie à partir de combustibles fossiles, qui épuisent les ressources en ayant un impact négatif sur l'environnement et la santé. Au même moment, les investissements ont été relativement faibles dans les secteurs des énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, les transports publics, l'agriculture durable, la protection des écosystèmes et de la biodiversité, la préservation des sols et de l'eau, qui constituent autant de niches pour l'économie verte. Ainsi, la plupart des stratégies de développement et de croissance économique ont favorisé l'accumulation rapide du capital physique, financier et matériel au prix d'un épuisement et d'une dégradation excessifs des ressources naturelles.

Dans ce contexte, l'économie verte a émergé comme un modèle alternatif au modèle conventionnel. Il est considéré comme un processus permettant d'atteindre le développement durable en assurant la création de richesses et d'emplois tout en préservant les ressources naturelles et l'environnement.

D'après le PNUE, l'économie verte, offrirait plusieurs avantages qui sont les suivants :

- Elle reconnaît la valeur du capital naturel et l'intérêt d'y investir ;
- Elle joue un rôle essentiel dans la lutte contre la pauvreté ;
- Elle crée des emplois et renforce l'équité sociale ;
- Elle substitue les énergies renouvelables et les technologies à faible taux d'émission de carbone, aux combustibles fossiles ;
- Elle favorise l'utilisation plus rationnelle des ressources et l'efficacité énergétique ;
- Elle assure des conditions de vie urbaines plus durables et une mobilité à faible taux d'émission de carbone ;
- A long terme, elle devrait connaître une croissance plus rapide que l'économie brune tout en entretenant et en restaurant le capital naturel.

Les expériences internationales présentées pour des pays ayant pris comme orientation la transition vers une économie verte (Corée du Sud, Afrique du Sud,...) montrent que ces derniers ont tous, à des niveaux différents, voulu par-là apporter une réponse aux défis

économiques, sociaux et environnementaux, auxquels leurs pays se sont trouvés confrontés.

Les stratégies « Economie Verte » élaborées ciblent généralement le développement d'un certain nombre de filières considérées comme prioritaires. Dans ce cadre, l'apport le plus innovant a été lié au fait que l'économie verte est utilisée comme base pour l'élaboration des plans de développement du pays. Il ne s'agit de ce fait plus d'une approche menée par les responsables de l'environnement, plus ou moins en marge de la planification nationale, mais bien d'une approche intégrée associant les principaux acteurs et, ce qui est important, qui conduit à un plan d'action, avec un choix de filières prioritaires pouvant mener au résultat ciblé.

Des démarches participatives ont toujours été suivies dans la définition et l'élaboration des stratégies de l'économie verte. Même si l'Etat reste un acteur majeur, il est nécessaire d'établir des partenariats avec le secteur privé, et de faire participer toutes les parties prenantes (syndicats, et la société civile,...) dans l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie. Cette approche participative a permis d'avoir un consensus sur les objectifs, les actions, et les filières qui ont le plus souvent comporté, en premier lieu l'efficacité énergétique, puis les énergies renouvelables, le traitement des déchets, l'eau et l'assainissement. D'autres filières ont aussi été retenues, comme le transport, l'agriculture, les forêts, le tourisme, l'industrie...

Dans pratiquement tous les cas étudiés, la transition vers un modèle d'économie verte a constitué une priorité de premier ordre. On lui assigne ainsi une mobilisation, un engagement et un leadership politiques forts (parfois au niveau présidentiel), renforcés par des réformes législatives (par exemple une Loi cadre spécifique pour l'EV dans le cas de la Corée) et institutionnelles (création de structures de pilotage ou d'instituts dédiés à l'EV (Corée ou Ethiopie). En outre, des moyens financiers adaptés (près de 2% du PIB annuellement pour la Corée ou l'Afrique du Sud) ont été alloués pour atteindre les objectifs fixés.

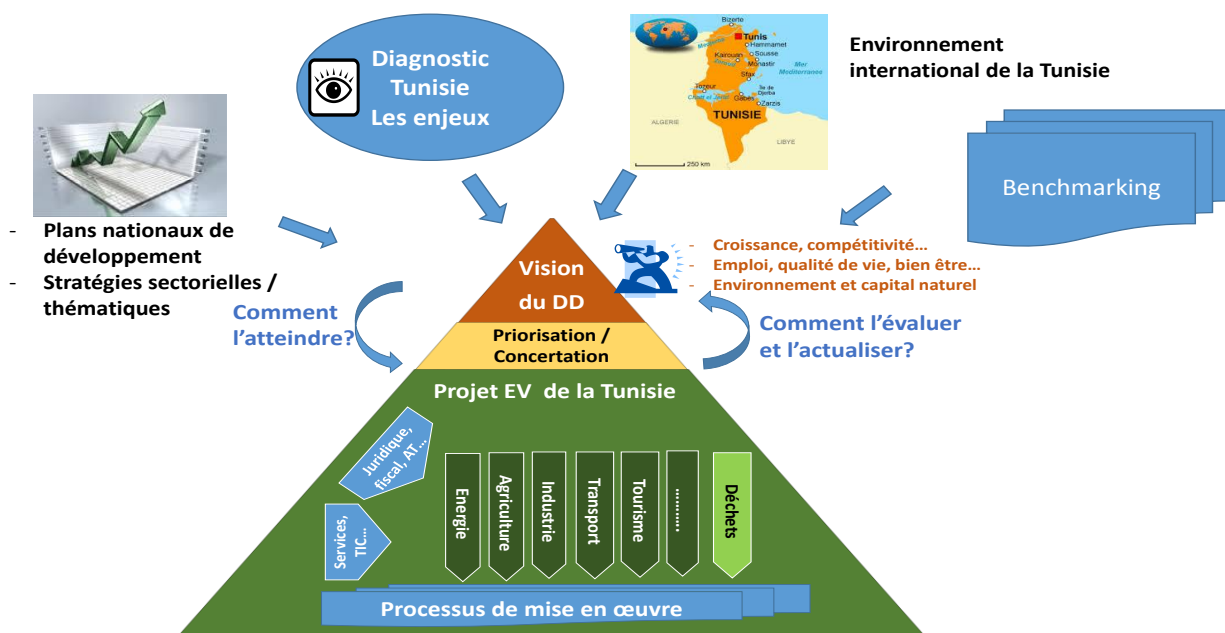
Partant des analyses effectuées lors de la phase I de l'étude, le processus d'identification des opportunités a été basé sur les étapes suivantes :

- Une analyse des défis économiques, sociaux et environnementaux de la Tunisie,
- Une identification des opportunités de verdissement à partir d'une analyse de divers documents de stratégies nationales (SNDD, SNCC,..) ou sectorielles (forêts, transport à faible intensité énergétique,...), d'études prospectives,...
- Des entretiens avec les principaux acteurs concernés par la stratégie de l'économie verte en vue d'affiner l'analyse des potentialités de l'économie verte
- Une analyse de l'expérience internationale en matière d'identification des opportunités qui montre notamment que la sélection/priorisation des secteurs de l'économie verte est le plus souvent réalisée selon un processus participatif.
- Une formalisation de toutes ces étapes dans le cadre d'une analyse multicritères en vue de *prioriser les secteurs et les filières de l'économie verte.*

Positionnement et démarche :

Le schéma ci-dessous montre que, pour élaborer la stratégie de l'EV, il faut partir d'un diagnostic de la situation, et des enjeux qui se posent, en tenant compte de l'environnement dans lequel la Tunisie opère, et des stratégies déjà mises en œuvre. Ceci permet de bien faire ressortir la vision du développement durable de la Tunisie puis d'identifier les sujets prioritaires à traiter pour concrétiser cette vision.

Positionnement et Démarche EV



Source: Conception propre du bureau ACC

Cette démarche a permis de formaliser la stratégie d'EV comme un projet qui concerne les secteurs productifs et les filières prioritaires qui ont un impact fort sur le développement durable. Au final, neuf secteurs prioritaires ont été identifiés à savoir l'Agriculture, l'Eau, les Déchets, les Forêts, l'Énergie (production d'électricité), le Transport, l'Industrie, le Bâtiment, le Tourisme.

Le projet concerne également les domaines transversaux comme les services qui contribuent aux secteurs précédents et la législation, la fiscalité, la formation, la R&D... qui constituent des facteurs de succès à la réussite de la stratégie.

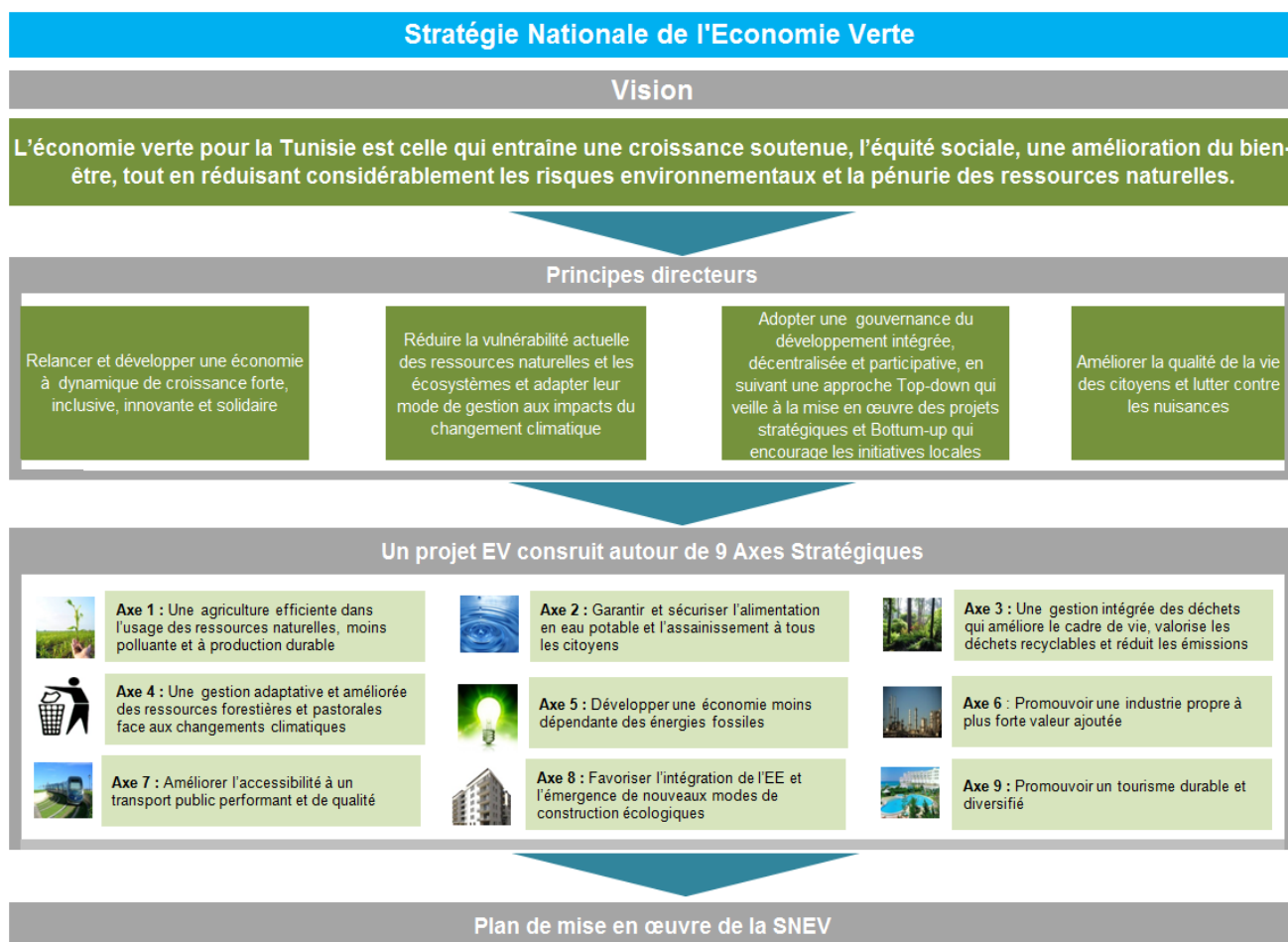
Partant du fait que les filières/projets inscrits dans le projet d'économie verte ont été retenus par une approche de priorisation, ce dernier n'a pas de ce fait un caractère exhaustif. Néanmoins, ce qui compte le plus, c'est que la mise en œuvre de ces projets est vitale pour l'économie tunisienne et que la transition vers un modèle d'économie verte ne pourra se faire que par la concrétisation de ces projets.

Il est aussi important de souligner que le processus de transition vers l'économie verte est loin d'être figé. C'est un processus permanent, qui pourra permettre de faire évoluer les projets en fonction des évaluations qui auront été faites. Ce processus devra ainsi permettre l'intégration d'autres filières/projets en fonction de l'importance des défis qui apparaîtront et des nouvelles orientations nationales et internationales.

Le scénario EV a été construit autour des secteurs/opportunités/filières jugés prioritaires. Sachant que l'économie verte est un processus visant à atteindre le développement durable, cela offre la possibilité d'étendre ces projets quand de nouvelles opportunités se présentent. Dans tous les cas, la mise en œuvre de ces projets reste tributaire de la mise en place des pré-requis nécessaires, des conditions de réussites et de la levée des contraintes qui entravent leur développement.

Vision, principes directeurs et axes stratégiques :

Le schéma ci-dessous récapitule d'une manière synthétique la vision, les principes directeurs et les axes stratégiques de la SNEV :



Coût et impacts du scénario EV :

Une évaluation du coût de mise en œuvre et des impacts prévisibles en termes d'emplois et de réduction d'émissions de CO2 à l'horizon 2030 a été effectuée du projet global d'EV. Ainsi, l'investissement nécessaire pour la réalisation du projet a été estimé à environ 33 mille MDT et génèrerait plus de 263 mille emplois additionnels dont 200 mille emplois permanents et permettraient une réduction cumulée des émissions de 148 MtéCO2 à l'horizon 2030.

Le tableau qui suit synthétise les investissements et les impacts estimés en termes d'emplois et de réduction d'émissions de CO2 à l'horizon 2030 pour les différents secteurs prioritaires identifiés sur la base d'une approche bottom-up et plus précisément une Analyse Multi-Critère.

Investissement et impacts estimés en terme d'emploi et de réduction des émissions de CO2					
Secteurs de l'économie verte	Objectifs spécifiques par filières de l'économie verte	Horizon 2030			
		Invest MDT	Emploi total	Emploi (ETP)	Emissions MteCO2
Agriculture 	<ul style="list-style-type: none"> -Economie energie (30%) -Economie eau : 30% -Réutilisation des EUT: 60% -1,5 Millions d'ha de superficies biologiques -1,7 millions d'ha protégés par des travaux CES -Pérennisation des SAEP gérés par les GDA 	1 100	75 500	75 500	0,86
Eau 	<ul style="list-style-type: none"> -Economie d'énergie : 20% - Sécurisation de l'AEP - Généralisation de l'ASS - AEP des zones rurales -Gestion des eaux usées industrielles -Renforcement ppp assainissement 	4 300	20 235	9 000	9,5
Forêts 	<ul style="list-style-type: none"> -Amélioration du couvert forestier de 1% à l'horizon 2024 - Atteindre un taux de 60% des forêts aménagées et entretenues et 34% des parcours aménagés et entretenus - Réduction des superficies incendiées à 2ha/incendie 	600	30 000	30 000	39,2
Déchets 	<ul style="list-style-type: none"> -100% des déchets collectés - 65% des déchets compostés, - 70% des déchets de construction recyclés -0% déchets déversés dans la nature -Production de 500 Mm3 de biogaz 	1 000	10 000	3 100	24,5
Energie 	<ul style="list-style-type: none"> - Production d'électricité par les ER ~ 4000 MW à l'horizon 2030 - Eolien : 15% - Solaire PV : 10% - Solaire CSP : 5% 	11 000	7 000	2 500	43
Industrie 	<ul style="list-style-type: none"> - Dépollution des grosses entreprises - Production propre - Développer l'EE - Développer la production de technologies vertes 	2 250	37 000	37 000	11,1
Transport 	<ul style="list-style-type: none"> -Augmenter la part du transport collectif à 50% (BRT,...) - Augmenter la part du transport ferroviaire/multimodal (RFR,...) - Réduction du coût à 15% du PIB (PFL) - EE (Bancs de diagnostic,...) 	5 000	35 000	17 500	12,6
Bâtiment 	<ul style="list-style-type: none"> - Enveloppes efficaces (10%) - Rénovation thermique (70%) - LBC et appareils ménagers efficaces (100%) - CES (192m2 par 1000h) 	5 500	7 000	7 000	6,5
Tourisme 	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation de la part du tourisme alternatif (éco-tourisme,...) - Efficacité des ressources (énergie, eau,...) 	2 100	42 000	18 900	0,36
TOTAL		32 850	263 735	200 500	148

Il apparaît que le secteur de l'agriculture est celui qui crée le plus d'emplois permanents (75 mille). Il est suivi par l'industrie (37 mille) et les forêts (30 mille emplois). L'investissement dans le secteur de l'énergie (production d'électricité) est le plus élevé (11 mille MDT), mais il génère des emplois plus faibles. Néanmoins, son impact sur l'environnement saisi à travers la réduction des émissions de CO2 est le plus important (30% des émissions totales évitées).

Au-delà de l'impact quantitatif sur l'emploi, il importe de souligner que la mise en place du scénario de l'EV se traduira par un changement qualitatif en terme de besoins en qualifications. En Tunisie, outre les besoins en qualifications dans les filières clés de l'économie verte (construction de bâtiment à faible consommation d'énergie et la rénovation des bâtiments pour en améliorer les performances énergétiques, les énergies renouvelables, les activités visant à améliorer l'efficacité énergétique et les services environnementaux) d'autres filières nécessiteraient aussi une adaptation aux exigences de l'économie verte (eau et assainissement, collecte et gestion des déchets, agriculture Bio, Eco-tourisme).

Outre les impacts en terme d'emploi, le scénario économie verte permet une protection de la biodiversité terrestre et marine et surtout une réduction des émissions atmosphériques par le recours aux énergies renouvelables, à la maîtrise de l'énergie dans le secteur du transport, de l'industrie, le bâtiment, l'agriculture, etc., à la gestion efficace des forêts et des parcours, à la gestion durable des déchets, à l'amélioration de la qualité de traitement des eaux usées, etc. Ces bénéfices se traduisent par des gains de santé en raison d'une moindre incidence des maladies aiguës et chroniques. D'autres avantages environnementaux se traduisent par une réduction de l'impact sur les écosystèmes (forêts, lacs) dû à l'acidification et à la perte des services environnementaux. Les gains sociaux sont acquis grâce à une meilleure qualité de vie, une réduction des dommages causés au patrimoine naturel et culturel, y compris les bâtiments historiques. Ces avantages économiques produisent des possibilités d'emploi dans les industries vertes.

A noter que cette stratégie est suivie d'un plan de mise en œuvre composé de deux volets : le premier est relatif aux projets stratégiques identifiés dans les 9 axes, et le second traite des volets transversaux.